

D'aucuns critiquent la décision d'interdire la piscine de Porrentruy aux Français d'autres applaudissent

écrit par Docteur Dominique Schwander | 11 juillet 2025



La polémique de la piscine de Porrentruy prend une tournure internationale / Forum / 4 min. / hier à 18:06



La polémique de la piscine de Porrentruy prend une tournure internationale / Forum / 4 min. / hier à 18:06

D'un côté les gens pragmatiques se réjouissent et applaudissent

Les États libéraux sapent les fondements sur lesquels ils reposent. Ils sont trop stricts dans la lutte contre les populistes, mais trop laxistes sur l'immigration.

Oliver Maksan, rédacteur en chef adjoint de la Neue Zürcher Zeitung (NZZ)

Chers lecteurs,

Un commentaire lucide paru dans la Neue Zürcher Zeitung (NZZ) met en garde contre l'autodé légitimation croissante des démocraties occidentales. Selon l'auteur, Oliver Maksan, ces démocraties subissent des pressions car elles abandonnent leur rôle neutre dans la bataille des opinions et se positionnent comme des « agents de valeurs » partisans, par exemple dans les politiques identitaires ou dans la lutte contre la droite. Ce faisant, elles aliènent une partie de la population, favorisent la polarisation sociale et sapent leur propre légitimité, écrit la NZZ. J'ai publié ici une critique de livre qui illustre ce phénomène : il s'agit d'ONG

officiellement indépendantes, mais en réalité financées par l'État.

Parallèlement, Maksan critique une politique de naturalisation libérale dans les pays occidentaux, qui accélère la naturalisation de personnes sans origine démocratique. Il critique particulièrement l'Allemagne pour cela.

D'après l'auteur, ces deux tendances – un État partisan et une naturalisation acritique – affaiblissent la cohésion de la communauté démocratique. **Il plaide pour une politique démocratiquement durable, pour un État neutre qui fixe les règles, mais ne favorise pas certains groupes favorables et n'en harcèle pas d'autres, moins favorables.** Je publie ici un court texte sur un plaidoyer en faveur de l'ordre laïque de la Société pour les Lumières Scientifiques et les Droits de l'Homme (GAM). Ce texte met en garde contre la propagation croissante de structures de pouvoir influencées par l'islam, notamment en Allemagne.

Dans un autre article de la NZZ consacré à un aspect spécifique de ce sujet, l'auteur Sebastian Briellmann critique la décision de la Commission des affaires juridiques du Conseil national suisse de rejeter une proposition de l'Union démocratique du centre (UDC) visant à rendre obligatoire la mention de l'âge, du sexe et de la nationalité dans les rapports de police. La majorité de la commission craint que cette mesure ne soit utilisée à des fins politiques et n'alimente les préjugés.

Briellmann accuse cependant les responsables politiques et les autorités d'occulter la réalité, notamment de minimiser l'importance de la Taux de criminalité disproportionné parmi certains groupes de migrants.

À Porrentruy, dans le Jura, les responsables n'ont pas étouffé les faits, ils ont agi. **Comme nous l'avons signalé, seuls les citoyens suisses ou les ressortissants étrangers travaillant en Suisse sont désormais autorisés à accéder à la piscine de Porrentruy. Selon la RTS, cette mesure fait suite à de nombreux incidents de mauvaise conduite. La raison est désormais connue :**

Selon Lionel Maître, le représentant municipal responsable, les individus qui ont attiré l'attention étaient principalement des jeunes hommes français, dont beaucoup portaient des noms et prénoms étrangers, originaires de quartiers français sensibles.

Que s'est-il passé ? Des manquements à l'hygiène, tels que se baigner en sous-vêtements, des insultes et des insultes envers d'autres baigneurs, des comportements agressifs lors des réprimandes, du harcèlement sexuel ; des femmes ont été suivies jusqu'à leur voiture et touchées de manière inappropriée. La police municipale a parfois enregistré deux à trois incidents par heure en raison de ces incidents. Après l'interdiction, la situation sécuritaire s'est complètement apaisée ; il n'y a plus eu d'interventions policières.

Cette mesure a suscité des critiques nationales et internationales, notamment de la Commission fédérale contre le racisme et de l'ambassade de France. **Le canton du Jura Le gouvernement et les partis de gauche locaux, minoritaires dans le Jura, ont également appelé à son annulation.** **Cependant, les autorités ont reçu des éloges quasi sans réserve dans les colonnes des médias. Les élus locaux français ont également exprimé leur compréhension.**

La municipalité de Porrentruy a confirmé que la mesure resterait en vigueur jusqu'à la fin de la saison

balnéaire. Devons-nous simplement tolérer les graves violations mentionnées ci-dessus ?

Non, et c'est pourquoi je me réjouis que les femmes et les filles puissent à nouveau profiter de la baignade à Porrentruy. Si vous vous attaquez aux problèmes, des solutions seront trouvées.

À bientôt, cher lecteur !

Daniel Funk

Traduction google.

...

De l'autre, les pleurnicheurs relativisent et crient au scandale... et ça palabre, ça palabre... Mais l'AfD n'a pas perdu l'occasion d'applaudir, avec raison.

La polémique de la piscine de Porrentruy fait grand bruit en France et en Allemagne. Des élus suisses et français discutent de l'exclusion des personnes qui ne sont pas domiciliées dans notre pays. Et la décision de la commune jurassienne inspire l'extrême droite allemande.

Depuis le début du mois et l'instauration de la mesure controversée, Porrentruy s'est fait une place dans les colonnes des médias suisses, mais aussi étrangers. Français, en particulier, puisque la limitation d'accès vise, sans les nommer, des usagers habitant de l'autre côté de la frontière.

Le vice-président du Sénat français Loïc Hervé assure à la RTS que la piscine de Porrentruy n'est pas le sujet principal des relations franco-suisses. Mais elle a bien été évoquée lors de la réunion des groupes d'amitié franco-suisse des deux chambres parlementaires avec leurs homologues suisses, qui s'est tenue mardi.

La conseillère aux Etats jurassienne Mathilde Crevoisier Crelier était de la partie. La socialiste s'est dite opposée aux mesures prises dans sa commune.

>> A relire : [L'affaire de la piscine de Porrentruy fait des remous jusqu'en France](#)

« On n'en a pas besoin, du côté suisse comme français »

Loïc Hervé juge de son côté absurde une décision politique prise à la hussarde: « L'émotion ressentie par les collègues députés et sénateurs français d'un risque de stigmatisation dans la zone frontalière est légitime. On n'en a pas besoin, du côté suisse comme français », déclare-t-il dans l'émission Forum.

L'élu de l'Union centriste qualifie la mesure prise par le Conseil municipal bruntrutain de « totalement discriminatoire ». Il admet qu'une restriction d'accès à la piscine est envisageable, mais doit permettre d'exclure uniquement les personnes qui « se comportent mal ».

Le président du groupe d'amitié franco-suisse du Sénat appelle donc le maire de Porrentruy Philippe Eggertswyler à clarifier la situation et ne pas laisser penser que les Français sont visés par sa décision.

Des réunions jeudi

Porrentruy doit-elle revoir sa copie, au vu de l'incompréhension suscitée des deux côtés de la frontière? Ce sera sans doute l'un des enjeux de plusieurs séances prévues jeudi au sein de la commune, sans préjuger de leur contenu.

Philippe Eggertswyler doit recevoir dans la matinée le député de la 3e circonscription du Doubs Matthieu Bloch (Union des droites), qui a demandé à le rencontrer.

Une autre séance doit se tenir en fin d'après-midi. Elle réunira la commune, le syndicat intercommunal qui gère la piscine et des responsables du canton du Jura. Peut-être débouchera-t-elle sur une adaptation des mesures? Réponse après la séance.

À noter que le même jour, une équipe de TF1 est annoncée pour un reportage, alors que de nombreux médias tricolores se sont aussi penchés sur le sujet.

L'AfD cite « la Suisse » en exemple

L'affaire résonne aussi chez nos voisins allemands. Die Welt s'en fait l'écho lundi. « En Suisse, une ville a fermé sa piscine extérieure aux étrangers après une série de harcèlements sexuels et de violations des règles », [écrit le quotidien](#), l'un des trois plus grands du pays, au début de son article.

Une description du problème assez éloignée des mots utilisés par le Conseil municipal. Son communiqué, diffusé le 2 juillet, évoque une fréquentation extrême et fait état de « comportements inappropriés, d'incivilité et de non-respect des règles en vigueur à la piscine ».

Mais il n'en fallait pas plus pour faire réagir l'AfD. Le parti d'extrême droite demande d'interdire l'entrée aux hommes étrangers dans les piscines. Pour le député bavarois Carina Schiessl, la Suisse est un exemple à suivre, un peu comme si l'ensemble des piscines helvétiques avaient pris des mesures similaires à celles de la commune jurassienne. Ce qui n'est évidemment pas le cas...

[Source RTS](#)